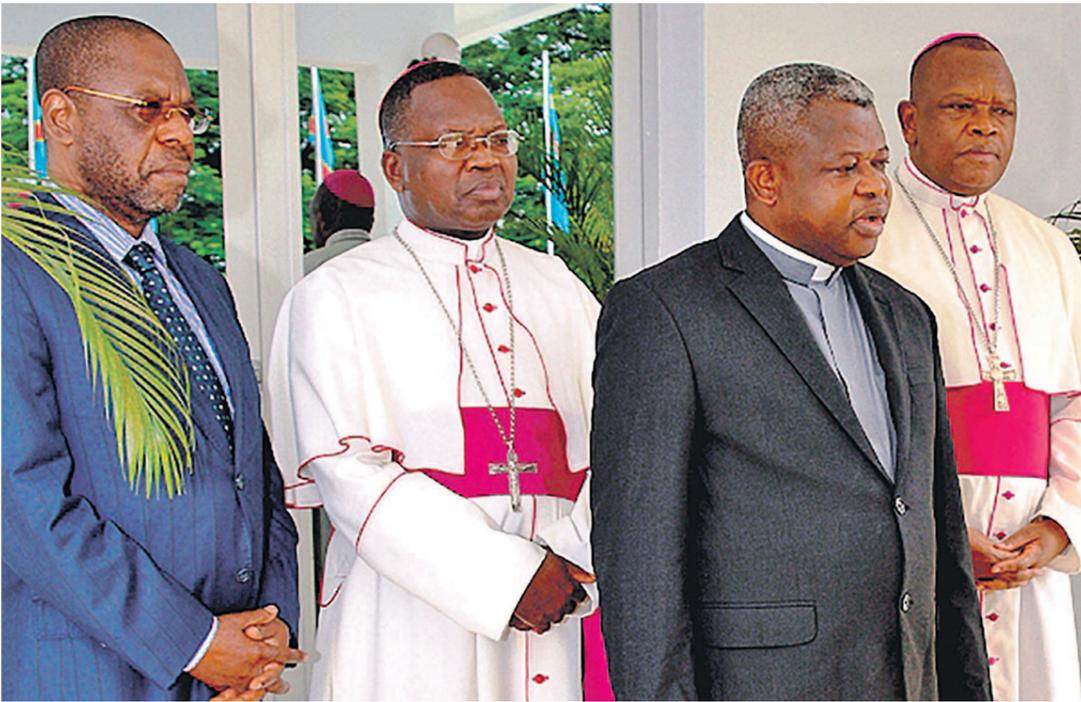




300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 3028 - MERCREDI 27 SEPTEMBRE 2017



Les évêques catholiques au sortir d'une audience avec le chef de l'État

## TROISIÈME DIALOGUE

## La Cénco n'offrira pas ses bons offices

Alors que la possibilité d'un troisième dialogue visant à décrire la situation politique commence petit à petit à hanter les esprits des Congolais, notamment ceux de la majorité au pouvoir, l'Église catholique décline la proposition d'offrir ses bons offices pour mettre, une fois de plus, les Congolais autour d'une table.

Les membres de l'épiscopat catholique en mission de plaider auprès des institutions et gouvernements européens ont déclaré ne pas être prêts à conduire d'autres rencontres des acteurs politiques et sociaux congolais, étant donné que le pays attend encore la mise en œuvre de l'Accord de la Saint-Sylvestre. Pour eux, il est possible de sortir le pays de l'impasse actuelle sans organiser un autre dialogue.

Page 3

## BASSIN DU CONGO

## Le WWF accusé de complicité d'abus contre des pygmées

Des gardes forestiers financés par le Fonds mondial pour la nature (WWF) sont accusés de violations des droits de l'homme «systématiques et généralisées» envers les pygmées au Cameroun, en République démocratique du Congo et en Centrafrique, selon un rapport de l'ONG Survival International.

Ce rapport cite plus de deux cents cas de viola-

tions des droits de l'homme dans ces trois pays du bassin du Congo à l'encontre de deux tribus autochtones pygmées: les Baka et les Bayaka. Selon cette ONG britannique, ces pygmées sont «illégalement expulsés de leurs terres ancestrales au nom de la conservation de l'environnement».

Page 5

## PLAN DE SORTIE DE CRISE

## La recette de l'UDPS et du Rassop/Limete



Félix Tshisekedi et Pierre Lumbi du Rassop-Limete

Piloté par l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), parti-phare du Rassemblement/Limete, ce plan se résume en six points. Il s'agit, entre autres, de la démission de Joseph Kabila au plus tard le 31 décembre 2017, de la tenue d'une concertation entre les forces politiques et sociales pour identifier une personnalité consensuelle capable de diriger une transition d'environ six mois, de la nomination d'un Premier ministre proposé par l'UDPS et de la mise en place d'un Parlement de transition.

Ce schéma, à en croire ses initiateurs, permet d'espérer l'organisation des élections libres, transparentes et démocratique en RDC au cours du premier trimestre 2018.

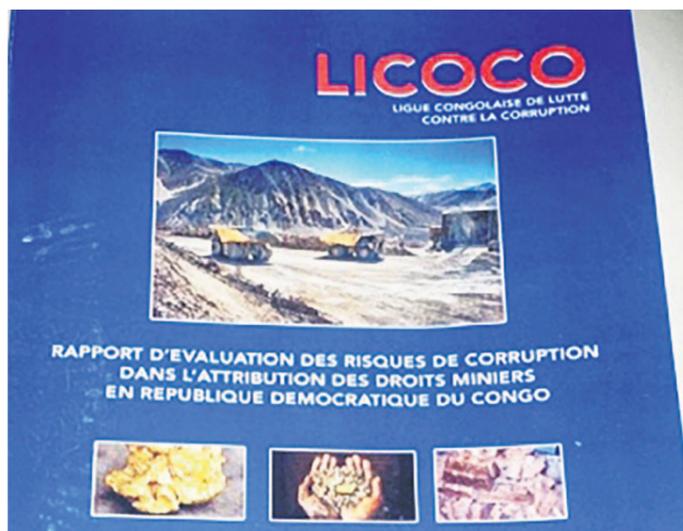
Page 3

## LICOCO

## Le rapport d'évaluation des risques de corruption dans le secteur minier déjà disponible

La Ligue congolaise de lutte contre la corruption (Licoco) a présenté le 26 septembre dernier à Kinshasa son rapport d'évaluation des risques de corruption dans l'attribution des droits miniers en RDC. Mettant l'accent sur des vulnérabilités qui conduisent à des risques de corruption, cette étude vise à les réduire tout en cherchant à améliorer la qualité des services étatiques dans le secteur.

Pour rappel, la Licoco est l'une des vingt sections nationales de Transparency International qui participent au Programme d'exploitation minière pour le développement durable (M4SD) financé par



Licoco rapport des risques de corruption dans les Mines le ministère des Affaires étrangères et du Commerce d'Australie.

Page 5

## ÉDITORIAL

## Dette

Alors que débutent, à Brazzaville, des discussions entre techniciens de la finance qui, espérons-le, permettront de conclure un accord de long terme entre le Congo et le Fonds monétaire international il n'est ni inutile, ni déplacé de rappeler que notre pays n'a pas seulement des dettes à court, moyen et long terme, mais que, d'une part, il détient des actifs considérables et que, d'autre part, la communauté internationale lui est redevable des services que rendent nos dirigeants à l'Afrique en œuvrant sans compter pour la prévention et la gestion des crises.

Passons rapidement sur les actifs dont il est ici question – terres arables, forêts, mines et gisements de matières premières, fleuves et rivières, grandes infrastructures – ; ils sont trop évidents pour être ignorés ou même sous-estimés. Arrêtons-nous en revanche un instant sur le rôle que joue le Congo dans la recherche de solutions aux crises qui déchirent des régions entières de l'Afrique.

En Centrafrique et en Libye de façon très officielle, mais également dans d'autres pays de façon beaucoup plus discrète, notre pays s'emploie à rapprocher les frères ennemis afin de protéger les peuples de la violence. Non seulement il dépense une formidable énergie pour y parvenir, mais encore il déploie de grands moyens humains, financiers, techniques afin que s'imposent la paix et la sécurité là même où la folie humaine s'emploie à les détruire. Chacune des actions ainsi engagées sur le terrain ayant un coût, il serait juste que la communauté internationale, dans le même temps où elle analyse l'endettement du Congo, dresse un bilan objectif des initiatives que celui-ci prend, en son nom propre ou au nom de cette même communauté, dans le but d'apaiser les tensions qui grandissent autour de lui.

Si les agences dites de « notation », qui portent des jugements sévères sur le Congo dont la chute des cours du pétrole a lourdement plombé les finances publiques, faisaient correctement leur travail, elles équilibreraient leur bilan en y intégrant le rôle qui est le nôtre dans la prévention et la gestion des crises qui dévastent notre entourage et font peser de lourdes menaces sur la paix dans cette partie du monde. Nous n'en sommes, hélas !, pas encore là, mais les experts du Fonds monétaire international qui viennent tout juste d'arriver sur place sont, eux, très bien placés pour dresser un bilan objectif des actions que nous menons en faveur de la paix.

Les Dépêches de Brazzaville

## DIPLOMATIE

## Ahmed Sameh Gaber fait ses adieux au peuple congolais

**C'était à l'occasion des échanges avec les membres de l'Union des journalistes et communicateurs en santé, qui ont marqué la fin de son mandat de deux ans en RDC.**

Le chargé des Affaires politiques de l'ambassade de la République arabe d'Égypte en RDC, Ahmed Sameh Gaber, après ses deux années de travail au Congo, a fait ses adieux aux membres de l'Union des journalistes et communicateurs en santé (UJCS). C'était au cours d'une cérémonie organisée le 26 septembre, dans la salle de conférences de l'Hôpital général de référence de Kinshasa (HGRK), ex-mama Yemo, à Gombe.

Cette rencontre, inscrite parmi les dernières activités du chargé des Affaires politiques partant, a permis de parcourir tous les domaines de relations entre l'Égypte et la RDC. Ouvrant le bal, le président de l'UJCS, Michel Kyapa, a indiqué que ces échanges, loin d'être politiques et diplomatiques, devraient permettre aux journalistes membres de cette corporation ainsi que le chargé des Affaires politiques de l'ambassade de la République arabe d'Égypte en RDC, Ahmed Sameh Gaber, et son successeur, Ahmed Amhany, de feuilleter les deux années de mandat de ce diplomate partant ainsi que les perspectives de la coopération entre l'Égypte et la RDC.

**Le bien-être des Congolais à l'avant-plan**

Pour Ahmed Sameh Gaber, tout ce que la République arabe d'Égypte entreprend en RDC, dans le cadre de la coopération entre les deux pays, l'est pour le bien-être de la population congolaise. C'est dans ce cadre que le diplomate égyptien a placé la réhabilitation et l'équipement du pavillon Égypte à l'Hôpital général

de référence ainsi que toutes les autres interventions dans cette formation médicale, notamment dans les services des urgences, d'ophtalmologie, de réanimation, de chirurgie, etc. « *La République arabe d'Égypte accorde une attention particulière au domaine de la santé. Des contacts fréquents sont pris avec le ministère de la Santé* », a souligné le chargé des Affaires politiques. Pour lui, c'est dans l'optique de ces contacts que l'Égypte intervient en dotant certains services de l'Hôpital général de référence des matériels en vue d'améliorer la prise en charge de ses patients.

Dans le domaine médical, en plus de l'Hôpital général de référence, l'Égypte, par son ambassade de Kinshasa, est également en contact avec la faculté de médecine de l'Université de Kinshasa ainsi qu'un autre hôpital dans le Kivu, qui ont bénéficié des apports du pays des Pharaons.

La formation des cadres congolais L'Égypte intervient également dans le secteur de la formation des cadres congolais. Elle est, à en croire le chargé des Affaires politiques, le pays qui offre plus de bourses et de formations aux Congolais. Parmi les bénéficiaires, il y a des membres de l'administration publique et du gouvernement, des médecins, des journalistes, des techniciens, etc. Les domaines dans lesquels la République arabe d'Égypte intervient dans la formation sont donc la santé, les énergies nouvelles et renouvelables, l'administration, la technique, etc., en plus des autres domaines de partenariat que sont la pêche, l'agriculture, l'électricité, la santé, etc. Le chargé des Affaires politiques sortant promet donc que les relations entre son pays et la RDC, qui sont par ailleurs, historiques, continueront croissantes, étant donné que les deux pays ont encore une expé-

rience à partager pour leur développement respectif.

**Un pays touristique oublié**

Ahmed Sameh Gaber a, par ailleurs, appelé la RDC à développer son industrie touristique. À l'en croire, la RDC a toutes les potentialités pour être un pays touristique de premier rang. Mais le diplomate reproche au Congo de ne pas avoir le marketing du tourisme. « *Les gens ne connaissent pas ce que le Congo présente comme potentialités dans ce domaine* », a-t-il dit. Le diplomate égyptien, qui affirme avoir beaucoup appris de la RDC pendant son mandat de deux ans, a rassuré que son pays travaille avec le ministère congolais chargé du Tourisme, pour le développement de ce secteur en RDC. « *Mon expérience de diplomate au Congo est très riche. Maintenant, je peux dire que je suis Africain, pour avoir vécu avec les Congolais, qui constituent un peuple accueillant* », a-t-il martelé, en soulignant les rapports privilégiés qui unissent son pays et la RDC, en tant que deux pays africains.

Appelé à parler de la vision qu'ont les Congolais de l'Égypte, le diplomate a souligné que ce peuple est plus intéressé par le tourisme religieux alors que l'Égypte présente d'autres aspects plus intéressants encore. Les membres de l'UJCS et d'autres invités dont le vice-président du bureau urbain de l'Ordre de médecins ont reconnu l'apport de l'Égypte dans le développement de la RDC, notamment dans le cadre de la formation et des équipements médicaux. Tout en remerciant le chargé des Affaires politiques partant pour son apport dans la continuité de bonnes relations entre l'Égypte et la RDC, ils ont souhaité que cette coopération continue à bénéficier aux peuples des deux pays.

Lucien Dianzenza

## LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE-

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Norbert Biembedi, François Ansi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou  
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbema, Firmin Oyé

Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia  
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba,

Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys  
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika  
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

## ÉDITION DU SAMEDI :

Meryll Mezath  
(Rédactrice en chef), Duryl Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Mélaine Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali  
Coordonnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Sports : Martin Enyimo  
Relations publiques : Adrienne Londole  
Service commercial : Stella Bope  
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga  
Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)  
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Chef de service : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Adrienne Londole  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Commercial Brazzaville : Errhiade Gankama

Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto  
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima  
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Mauakani  
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.  
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mumbelé Ngonu

## TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

## INTENDANCE

Assistante : Sylvia Adhdas

## DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaine Angombo

## IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi  
Gestion des stocks : Elvy Bombete  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Gueso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317  
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

## INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Gueso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.  
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepêchesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Gueso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## TROISIÈME DIALOGUE

## L'Église catholique ne veut plus offrir ses bons offices

**Les membres de l'épiscopat catholique qui sont en mission de plaidoyer auprès des institutions et gouvernements européens ne se sont pas dits prêts à conduire d'autres rencontres des acteurs politiques et sociaux congolais, étant donné que le pays attend encore la mise en œuvre de l'Accord de la Saint-Sylvestre.**

Alors que la possibilité d'un troisième dialogue visant à décrier la situation politique commence petit à petit à hanter les esprits des Congolais, notamment ceux de la majorité au pouvoir, l'Église catholique décline la proposition d'offrir ses bons offices pour mettre, une fois de plus, les Congolais autour d'une table. « *La Cénco ne va pas piloter un éventuel 3<sup>e</sup> dialogue alors que le précédent souffre de sa mise en œuvre* », a dit le président de la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cénco), Mgr Marcel Utembi au cours d'une conférence de presse au siège du Réseau européen pour l'Afrique centrale (Eurac) à Bruxelles.

Pour le prélat catholique, il est possible de sortir le pays de l'impasse actuelle sans organiser un autre dialogue. « *Nous sommes logiques et cohérents envers nous-mêmes. L'Accord du 31 décembre souffre de sa mise en œuvre à 90%. Nous ne pouvons pas piloter un 3<sup>e</sup> dialogue alors que le précédent n'est pas appliqué* », a-t-il dit. Pour Mgr Marcel Utembi, à voir la



La Cénco au Front pour le respect de la Constitution pour négocier sa signature de l'Accord de la Saint-Sylvestre./photo Adiac

délinquance de l'homme politique congolais, un autre dialogue irait dans le sens de saper l'accord du 31 décembre. « *C'est possible de sortir de la crise sans un autre dialogue. Tout est encore possible* », a, par ailleurs, ajouté un autre membre de l'épiscopat congolais, Mgr Fidèle Nsielele, qui a participé à la même conférence de presse.

#### Une possibilité inopportune

Du côté de l'opposition déjà, l'idée d'un troisième dialogue avait été boudée. Pour les membres de cette plate-

forme, un autre dialogue est inopportun étant donné qu'il est vu comme un subterfuge du pouvoir en vue de lui permettre de passer la date du 31 décembre 2017 qui s'approche, et qui marque la fin de la rallonge accordée à la législature actuelle par les acteurs politiques et sociaux congolais réunis sous l'égide de la Cénco et qui ont signé l'accord de la Saint-Sylvestre qui peine à être mis en œuvre. Pour l'opposition, en effet, le pouvoir procéderait à des nominations de premiers ministres et chefs du gouvernement en violation de l'accord du 31 décembre

2016 jusqu'à l'approche de la date « fatidique », pour négocier un autre dialogue lui permettant de passer ce cap. Tel aura été le cas avec Samy Badibanga puis avec Bruno Tshibala dont les nominations ont permis, pour le premier, à la majorité de rogner trois mois au temps de la rallonge, alors que pour le second, c'est déjà quatre mois. « *Après avoir pris ces opposants fabriqués, le pouvoir voudra un autre dialogue qui lui permettra de pactiser avec la vraie opposition en vue de passer la date du 31 décembre* », a tenté d'expliquer un Congolais se déclarant de

l'opposition.

Selon cette opinion qui se déclare de l'opposition et qui s'oppose au troisième dialogue, la personne qui serait visée pour faciliter ce passage en force serait Félix Tshilombo Tshisekedi, le président du Rassemblement aile Limete. « *Il est approché pour être nommé Premier ministre à l'issue de ce dialogue. Mais nous, de notre part, nous ne souscrivons pas à cette démarche* », soutiennent les proches du fils du sphinx de Limete dont le corps attend son rapatriement pour la RDC. Il est noté que les acteurs politiques et sociaux de la RDC ont signé, le 31 décembre 2016, un accord qui avait sanctionné le dialogue piloté par la Cénco. La signature des arrangements particuliers avait posé problème, le Parlement avait pris le relais de la Cénco et avait patronné la signature de ces textes. Pour la majorité au pouvoir, les choses marchent comme prévu dans l'Accord de la Saint-Sylvestre alors que l'opposition a un langage contraire.

Actuellement, la non-organisation des élections dans un délai consensuel remet sur la sellette toutes les questions sur la légalité et la légitimité du pouvoir tenu par la majorité présidentielle qui en jouit depuis 2006, après l'organisation des premières élections. En attendant, les violons sont loin de s'accorder entre les deux camps.

**Lucien Dianzenza**

## PLAN DE SORTIE DE CRISE DU RASSEMBLEMENT

## Une transition de six mois avec une personnalité consensuelle

**Ce schéma, à en croire ses initiateurs, permet d'espérer l'organisation réellement des élections libres, transparentes et démocratiques en RDC au cours du premier trimestre 2018.**

Quelques cadres du Rassemblement de l'opposition/aile Limete

dont Félix Tshisekedi et Pierre Lumbi étaient aperçus dans les couloirs de la 72<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations unies où ils se sont livrés à un lobbying destiné à faire prévaloir leurs thèses en rapport avec l'avenir politique immédiat de la RDC. N'étant pas admis à prendre

la parole en tant qu'officiels, ils se sont contentés de s'exprimer dans l'informel. C'est dans ce cadre qu'il faut situer l'élaboration d'un document contenant le plan de sortie de crise selon la vision de ce regroupement politique. Les représentants de l'opposition RD-congolaise présents

à New York ont adressé un mémorandum aux membres des Nations unies dans lequel sont reprises les grandes articulations dudit plan censé booster le processus électoral en vue de l'organisation réelle des élections libres, transparentes et démocratiques en RDC au cours du premier trimestre 2018.

Piloté par l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), ce plan de sortie de crise en RDC se résume en six grands points. Il s'agit de la démission de Joseph Kabila au plus tard le 31 décembre 2017, de la tenue d'une concertation entre les forces politiques et sociales pour identifier une personnalité consensuelle capable de diriger une courte transition d'environ six mois pour préparer essentiellement les élections et de la nomination d'un Premier ministre proposé par l'UDPS. Là-dessus, la tendance est à l'assouplissement du discours par rapport à l'intransigeance jusque-là affichée par l'UDPS qui ne jurait

que par la tenue des élections d'ici fin décembre 2017 conformément à l'accord de la Saint-Sylvestre. Sur la même lancée, le plan prévoit la mise en place d'un gouvernement de vingt-cinq ministères avec un mandat électoral et de la mise en place d'un Parlement de transition. Enfin, comme sixième point, le plan exhorte à l'amorce des réformes, notamment dans les médias publics, à la Cénco et dans les milieux judiciaires. En termes de recommandations, le plan de sortie de crise proposé par le Rassemblement/Limete sollicite de la communauté internationale le rejet pur et simple de l'idée d'un troisième dialogue en gestation avec l'actuel président et sa famille politique.

La communauté internationale est, par ailleurs, invitée à appuyer ce schéma de sortie de crise mais également à renforcer le mandat de la Monusco souvent accusé de mollesse devant les multiples violations des droits humains.

**Alain Diasso**



Félix Tshisekedi tenant une conférence à New-York

## INTERVIEW

## Éric Okuka : « La RDC se doit de consacrer beaucoup de moyens pour l'émergence des nouvelles technologies »

Éric Okuka est le vice-président de Tech Africa Forum, évènement lié aux technologies de l'information et de la communication ainsi qu'au numérique, dont la première édition s'est déroulée à Kinshasa au mois de juin 2016.

**Le Courrier de Kinshasa : Vous aviez organisé, l'année dernière, le premier forum consacré à la Tech « Kinshasa Tech Forum » en RDC. Pourquoi l'avoir organisé et quel bilan ou quels enseignements avez-vous tirés de l'organisation de cette activité ?**

**Éric Okuka :** Je suis allé à Yaoundé au Cameroun au mois de novembre 2015 pour participer au forum « Club DSI Cameroun – Cameroon IT Forum 2015 » qui en était à sa 4e édition. À l'époque, j'étais le représentant commercial au Congo de la société marocaine de monétique S2M. C'est en participant à ce forum que l'idée m'est venue d'organiser un forum Tech à Kinshasa, pour non seulement promouvoir les nouvelles technologies en RDC mais aussi fédérer une vision panafricaine. Je me suis associé à M. Fidelis Ngede et quelques membres du Club DSI Cameroun pour créer et organiser « Kinshasa Tech Forum » le 9 & 10 juin 2016 au Kempinski Fleuve Congo Hotel. Le bilan du forum a été largement positif en dépit du



Éric Okuka - vice-président de Tech Africa Forum à l'ouverture de « Kinshasa Tech Forum » le 9 juin 2016 au Kempinski Fleuve Congo Hotel

peu de temps et des faibles moyens financiers dont nous disposions. Lors de ma prospection que ce soit auprès du cabinet du vice-Premier ministre des Postes, Télécommunication et des Nouvelles technologies de la communication – PT&NTIC, auprès de la Fédération des entreprises du Congo (FEC) ou auprès des entreprises, j'ai senti un grand engouement et intérêt pour le forum. Nous avons d'ailleurs obtenu le haut patronage de son excellence M. Thomas Luhaka, le vice-Premier ministre des PT et NTIC de l'époque, le partenariat de la FEC avec le soutien de M. Kimona Bolenge, l'administrateur délégué et de deux grandes banques commerciales congolaises : la BCDC et la TMB. L'enseignement im-

portant à tirer est que la RDC a définitivement besoin de ce type de forum pour créer un cadre d'échanges entre les différents acteurs des Tech. Nous souhaiterions vivement que pour le prochain forum, la République du Congo soit également associée. Nous aimerions également avoir le soutien du ministère des Postes et Télécommunications ainsi que de la direction des nouvelles technologies, de même que des opérateurs télécom et des banques présentes à Brazzaville. Tout cela dans le but du rayonnement des Tech dans le Bassin du Congo tout entier.

**LCK : Comment analysez-vous l'évolution du secteur de la Tech en RDC ? Quels sont les domaines**

**où la Tech a connu des avancées ? Qui sont les acteurs-clés ?**

**EO :** La RDC est un pays stratégique et fort attractif en Afrique, notamment grâce à sa population jeune qui a soif de nouvelles technologies. La RDC a connu par exemple une avancée significative ces quinze dernières années dans les télécommunications. Les grands opérateurs de Télécom et de « Devicies » telles qu'Orange, Airtel, Samsung ou Huawei ont investi d'énormes moyens financiers.

**LCK : Quels sont les enjeux socio-économiques du secteur de la Tech dans un pays comme la RDC ?**

**EO :** Les Tech sont présents dans tous les secteurs d'activités : la santé, les finances, la sécurité, l'architecture et autres. Un pays en développement tels que la RDC se doit de consacrer beaucoup de moyens financiers, intellectuels et matériels pour l'émergence des nouvelles technologies. La RDC doit s'inspirer des pays africains tels que l'Éthiopie, le Maroc ou le Rwanda qui ont énormément investi depuis plusieurs années dans les nouvelles technologies et qui en récoltent aujourd'hui les fruits.

**LCK : La Fin Tech se développe de manière fulgurante en Afrique. Qu'en est-il en RDC ?**

**EO :** La FinTech s'est aussi fortement développée en RDC. Les banques ont pris conscience du rôle déterminant de la technologie dans leur développement et dans le processus de bancarisation. Du premier distributeur de billets de banque (DAB) inauguré par la banque Procrédit Bank en juin 2006 jusqu'à ce jour, il y a eu des avancées significatives. L'usage de la carte bancaire fait partie du quotidien des Congolais dans les grandes villes. Toutes les grandes banques commerciales proposent des cartes bancaires privatives, Visa, MasterCard et autres produits technologiques à valeur ajoutée. Depuis fin 2015, quatre banques commerciales : BCDC, ProCredit Bank – Equity, Rawbank et FBN Bank se sont associées pour créer « Interswitch GIE – Multipay », le premier service interbancaire en RDC qui permet l'interconnexion monétique

entre les différentes banques participantes. Ce qui veut dire que les cartes d'une des banques appartenant au réseau Multipay peuvent être utilisées sur les distributeurs et terminaux des autres banques du réseau. La Banque centrale du Congo avait également lancé un appel d'offre début 2016 pour un switch monétique national avec objectif l'interconnexion bancaire des toutes banques et institutions financières. J'avais d'ailleurs travaillé sur le dossier de la soumission de S2M. La banque TMB a créé « Pepele Mobile » une offre des services de paiement mobile sécurisés et pratiques qui fonctionnent avec n'importe quel téléphone. Les opérateurs de télécom offrent aussi quasi toutes des solutions financières; Airtel Money, M-Pesa et autres Orange Money, qui sont de plus en plus utilisés. Toutes ces technologies contribuent à l'inclusion financière. C'est un enjeu important en Afrique notamment en RDC.

**LCK : Vous envisagez d'organiser le prochain Kinshasa Tech Forum en 2018. Comment envisagez-vous la nouvelle édition de cet évènement ? Quel sera le thème ? Et pourquoi ?**

**EO :** Nous envisageons effectivement d'organiser « Kinshasa Tech Forum 2018 » au mois de février. Je profite de l'occasion pour lancer un appel aux sponsors et aux partenaires qui voudront bien nous accompagner et nous rejoindre et je les invite à prendre contact avec nous. Nous allons aborder plusieurs thématiques. La cybersécurité: les nouvelles menaces contre le système d'information, une coopération panafricaine, la course aux armements de la cybersécurité ; Datacenter : le business des datacenter, présent et futur ; le Big Data : les nouveaux métiers liés aux données, un défi énorme pour l'Afrique, 2018 - nouvelles technologies, nouveaux espoirs, nouveaux défis ; Télécom et Internet : la RDC, enfin en route vers le très haut débit, 4G, fibre optique, applications mobiles professionnels ; l'innovation dans les technologies et les services.

**Patrick Ndungidi**

L'affiche de la première édition

## SECTEUR MINIER

# La Licoco présente le rapport d'évaluation des risques de corruption

**La Ligue congolaise de lutte contre la corruption (Licoco) a présenté, le 26 septembre, en la salle De Decker du Centre d'étude pour l'action sociale à Gombe à Kinshasa, son rapport d'évaluation des risques de corruption dans l'attribution des droits miniers en RDC.**

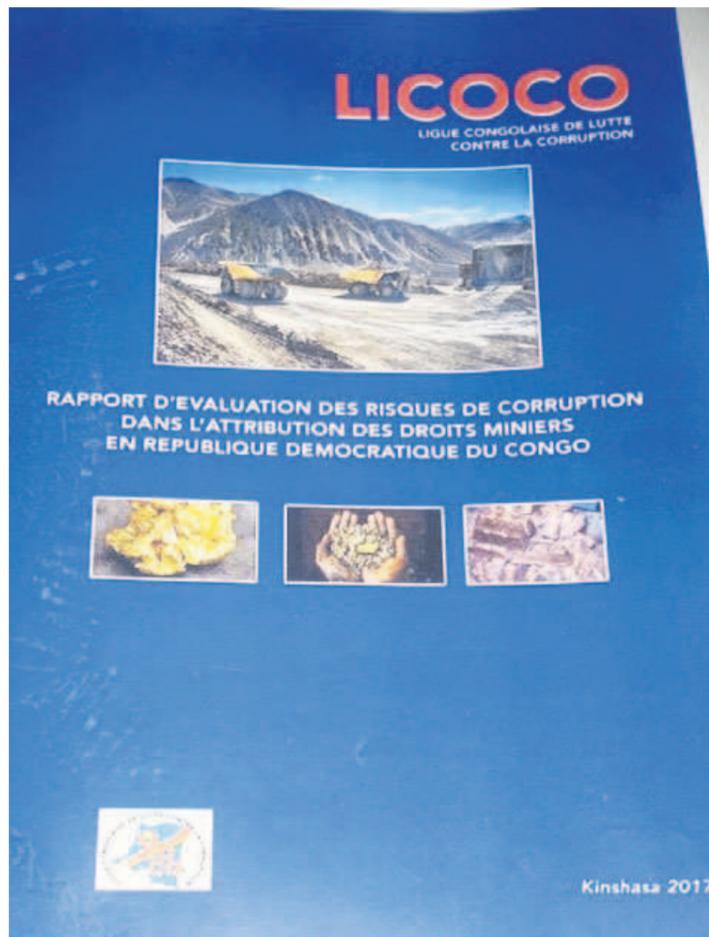
Prenant la parole en présence des délégués du Cadastre minier (Cami) de la Direction pour la protection de l'environnement minier, de la Direction de géologie, de la Direction des mines et d'autres services de l'État ainsi que de certaines organisations de la société civile, Ernest Mpararo, secrétaire exécutif de la Licoco, a mis l'accent sur des vulnérabilités qui conduisent à des risques de corruption dans le secteur et cette étude a été menée dans le cadre d'œuvrer pour pousser l'État à les réduire. Expert en gouvernance minière et consultant junior au projet, Joseph Chihunda Hengelela, qui a mené cette étude avec Raymon Kabongo, a dans la présentation du rapport signifié les deux objectifs spécifiques de cette étude. Il s'agit notamment d'identifier les vulnérabilités systémiques, réglementaires et institutionnelles menant à la corruption dans l'octroi des droits miniers et les contrats y relatifs, et ensuite d'évaluer les risques spécifiques de corruption créés par ces vulnérabilités.

Le rapport, a-t-il dit, est le fruit d'une recherche basée essentiellement sur une matrice dénommée Macra (Mining Awards corruption Risk Assessment ou Évaluation des risques dans l'octroi des permis dans le secteur minier). Joseph Chihunda a précisé que la première partie du rapport consacrée à la cartographie du processus d'octroi des droits

miniers dans le contexte de la RDC traite de l'importance du secteur minier dans l'économie de la RDC, de la gouvernance du secteur et des acteurs impliqués et du processus d'octroi des droits miniers selon le Code minier et ses mesures d'application sur la base des principes de transparence d'objectivité, d'efficacité et rapidité, de priorité d'instruction, de participation à l'appel d'offre et de partenariat entre les entreprises publiques minières et les sociétés privées.

La deuxième partie du rapport concerne l'identification des neuf vulnérabilités conduisant à des risques majeurs multiples de corruption. Il s'agit de la mauvaise situation salariale du personnel du Cami et de l'Administration des mines, de la prise en charge par les requérants des frais liés au traitement de leurs dossiers de demande des droits miniers, du suivi inadéquat de titulaires des droits miniers, de l'interférence politique dans le processus d'octroi et de cession des droits miniers, du traitement biaisé ou délibérément faussé de dossiers de demandes des droits miniers. Il y a également la sous-évaluation de la valeur réelle des actifs miniers dans le cadre des partenariats entre les entreprises publiques minières et les firmes internationales, le manque de transparence sur les conditions de négociations des contrats miniers, le contexte de la rédaction du Code minier qui avait occasionné la protection des intérêts privés au détriment de l'État congolais et enfin le fait que certaines décisions d'octroi des droits miniers ne reposent pas sur des données claires et précises.

Dans la troisième partie de la recherche qui a trait à la communi-



cation des résultats, Joseph Chihunda note que le rapport fait le constat selon lequel les vulnérabilités identifiées et les risques majeurs auxquels elles conduisent doivent être absolument abordés dans une approche systémique. Ces vulnérabilités et risques ne se situent pas seulement au niveau du processus d'octroi, de renouvellement, du contrôle de l'exécution des activités minières, mais aussi au niveau de la déchéance des droits miniers. « *L'immixtion politique est l'une des vulnérabilités qui a des répercussions aussi bien sur la première étape que sur toutes les autres étapes qui constituent la chaîne de valeur du secteur*

*Rapport des risques de corruption dans les mines minier. Cette vulnérabilité est donc à la base des risques multiples », a-t-il souligné.*

Il y a aussi les conditions générales de travail du personnel du Cami et de l'Administration des mines, la gouvernance des entreprises publiques du secteur minier en déficit de gestion transparente répondant aux principes de redevabilité, de responsabilisation et d'équité. Au chapitre des recommandations, l'on relève, entre autres, l'amélioration des conditions de travail au Cami et à l'Administration des mines ; mettre fin dans la mesure du possible aux immixtions des autorités politiques dans l'octroi, le

renouvellement et la déchéance des droits miniers ; la transparence dans le processus de négociation des contrats miniers, des signatures de conventions minières, des cessions aux sociétés privées des parts dans les entreprises publiques du secteur minier et la véracité des études d'impact environnemental.

Lors des échanges, les délégués des structures de l'État du domaine minier ont touché certains points contenus dans le rapport qu'ils ont estimé non correct et que les chercheurs doivent amender. Et pourtant, ils avaient reçu des exemplaires du draft du rapport après un atelier de validation dudit document, mais sans apporter des correctifs, a tenu à leur faire part le secrétaire exécutif Ernest Mpararo de la Licoco. Celui-ci a cependant souligné que le rapport n'a pas été fait pour incriminer ou porter des accusations sur des personnes, mais plutôt pour amener l'État, ensemble avec les organisations de la société civile, à améliorer la qualité de ses services dans le secteur minier. Après la première phase de ce projet qui s'est articulé sur les études (2016-2017), la deuxième phase à venir (2018-2020) sera axée sur le travail concret sur le terrain, des plaidoyers auprès de l'autorité compétente. L'on retient que la Licoco est l'une des vingt sections nationales de Transparency International qui participent au Programme d'exploitation minière pour le développement durable (M4SD). Ce projet a bénéficié du financement de la Fondation BHP Billiton. D'une manière générale, le programme M4SD est financé par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce d'Australie.

*Martin Engimo*

## TOURISME

## Le Baobab de Stanley déserté

**C'est un coup dur pour Boma, une ville portuaire du Kongo central qui abrite le site touristique qui renferme une partie importante de l'histoire de la province, voire de la RDC. Les visites y ont baissé considérablement, passant d'une dizaine de visiteurs par jour à seulement un ou deux. Dès lors, l'Office national du tourisme qui gère le site est décidé à la vitesse supérieure en initiant sans délai une grande campagne de sensibilisation pour réfléchir sur les voies et moyens de revaloriser le tourisme.**

Depuis quelques semaines, l'on observe une baisse inquiétante des visites au Baobab le plus célèbre du pays pour son importance historique. C'est un site mythique qui raconte les premiers pas de l'explorateur Stanley au Congo. Il est difficile de comprendre l'histoire de la RDC sans passer véritablement par la province du Kongo central et plus précisément par la ville de Boma. En effet, plusieurs agences locales de tourisme proposent à leurs clients de suivre les pas de Stanley. Après avoir enregistré les 10 à 20 visiteurs par jour, le Baobab de Stanley n'en accueille plus qu'un seul ou deux. À

ce rythme, le site ne devrait plus atteindre son niveau du premier trimestre 2017 où il accueillait 314 visiteurs. Au cours de la période correspondante de 2016, quelques 312 visiteurs ont fait le déplacement du site touristique, marquant ainsi une certaine hausse du nombre des visiteurs.

À l'époque, l'on justifiait le regain de visites par la reprise progressive des activités au port international de la Société commerciale des transports et ports à Boma. Aussi la fréquence des visites est-elle étroitement liée aux activités portuaires. Justement, ces dernières semaines, l'Office national du tourisme a noté une baisse de l'engouement des navires à l'importation. Par conséquent, il y a également une nette carence des visiteurs. Pour y faire face, la décision des gestionnaires du site touristique, en partenariat avec quelques associations qui appuient totalement l'initiative, de lancer une campagne de sensibilisation. L'idée est d'arrêter les stratégies nécessaires pour revaloriser le tourisme dans cette partie du pays. Pour rappel, il s'agit d'un site qui affiche plus de 700 ans d'âge.

*Laurent Essolomwa*

## BASSIN DU CONGO

## Le WWF accusé de complicité d'abus contre des pygmées

**Des gardes forestiers financés par le Fonds mondial pour la nature (WWF) sont accusés de violations des droits de l'Homme «systématiques et généralisées» envers les pygmées au Cameroun, en République démocratique du Congo et en Centrafrique, selon un rapport de l'ONG Survival International.**

«Ce rapport documente de graves abus qui ont lieu depuis 1989 jusqu'à aujourd'hui au Cameroun, en République du Congo et en République centrafricaine par ces gardes forestiers financés et équipés par le WWF et la Wildlife Conservation Society (WCS), la société mère du zoo de New York», indique le rapport publié lundi par l'ONG britannique. En janvier, Survival avait porté plainte auprès de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) contre le WWF pour complicité d'abus contre des pygmées, au Cameroun. Ce rapport cite plus de 200 cas de violations des droits de l'Homme, dans trois pays du bassin du Congo, à l'encontre de deux tribus autochtones pygmées: les Baka et les Bayaka. Selon Survival, ces pygmées sont «illégalement expulsés de leurs terres ancestrales au nom de la conservation de l'environnement».

«Alors qu'ils chassent à l'intérieur et à l'extérieur de ces zones pour nourrir leurs familles, les Baka et les Bayaka sont accusés de braconnage. Avec leurs voisins, ils font face à toutes sortes de harcèlements, sont frappés, torturés et tués», dit le texte. L'ONG, dénonçant ce qu'elle appelle un «colonialisme vert», estime que «la hiérarchie doit être inversée» dans la relation ONG-autochtones : «Les grandes organisations de conservation se doivent de demander aux peuples locaux s'ils souhaitent une aide extérieure pour protéger leurs propres territoires». Les Baka sont un peuple de chasseurs-cueilleurs qui vivent dans les forêts tropicales du bassin du fleuve Congo depuis des générations. «Les preuves montrent que les peuples autochtones veillent mieux que quiconque sur leur environnement. Ce n'est qu'en écoutant les Baka et les Bayaka, et en protégeant activement leurs droits, que les organisations de protection de la nature pourront mettre fin aux abus systématiques détaillés dans ce rapport». En 2016, l'ONG avait accusé l'entreprise forestière française Rougier de déboiser plus de 600.000 hectares de forêt dans le sud-est du Cameroun sans l'aval des Baka.

*AFP*

## COUPE DU CONGO DE FOOTBALL

## La Fécofa lève la suspension de Lupopo

**Suspendu après la finale perdue de la Coupe du Congo de football au stade Joseph-Kabila de Kindu face à Maniema Union, le FC Saint-Éloi Lupopo avait été suspendu pour cinq ans par la Fécofa à la suite des troubles perpétrés par ses supporters. Mais la Fécofa est revenue sur cette mesure.**

La Fédération congolaise de football association (Fécofa) vient d'autoriser au FC Saint-Éloi Lupopo de disputer l'édition 2017-2018 de la Coupe du Congo de football. L'instance faîtière du football national a rendu publique cette décision le 23 septembre qui abroge de fait la mesure d'interdiction prise au lendemain de la finale de la Coupe du Congo de football remportée par Maniema Union face au club bleu et or



Le FC Saint-Éloi Lupopo

de Lubumbashi.

Ce jour-là au stade Joseph-Kabila de Kindu dans la province du Maniema (qui vient d'être homologué par la Confédération africaine de football), les supporters du FC Saint-Éloi Lupopo avaient

été auteurs des troubles, non contents de perdre la finale de cette compétition nationale de football. Il y avait eu de casses. Et la Fécofa avait sévi, suspendant les Cheminots de la capitale congolaise du cuivre jusqu'à cinq ans

d'interdiction de participer aux compétitions nationales de football.

Mais finalement, la Fécofa revient sur sa décision et permet à nouveau à Lupopo de compétir. Dans la foulée, la Fécofa a également levé

la suspension de six mois infligée à Delphin Kikuni Yano, troisième vice-président de la Ligue nationale de football (Linafoot). Il lui avait été reproché d'avoir présidé la réunion de désignation de l'arbitre Azanga Kalamba sanctionné et radié pour faute d'arbitrage lors du match SM Sanga Balende contre CS Don Bosco lors de la 12<sup>e</sup> journée des play-offs de la 22<sup>e</sup> édition du Championnat national de football. En fait, les griefs contre Delphin Kikuni n'avaient jamais été reconnus. On rappelle que Lupopo a engagé un nouvel entraîneur, le technicien ivoirien Bruno Bla et fait sa pré-saison à Kinshasa et devrait disputer un match amical de préparation à Brazzaville contre le FC Renaissance du Congo.

**Martin Engimo**

## SUD-KIVU

## L'ONU préoccupée par l'usage de balles réelles contre des manifestants

**L'ONU est «gravement» préoccupée par l'utilisation de la force létale par les forces de sécurité de la République démocratique du Congo lors de la répression lundi d'une manifestation ayant fait un mort et plusieurs blessés dans l'est du pays, selon un communiqué parvenu mardi à l'AFP.**

Le chef de la mission de l'ONU en RDC (Monusco), M. Maman Sidikou, s'est dit «gravement préoccupé que l'utilisation de la force létale par les forces de défense et de sécurité congolaises, en réponse à des manifestations à Bukavu (province du Sud-Kivu), ait entraîné des pertes civiles dont des enfants», selon le communiqué. Le chef de la police du Sud-Kivu, le général Louis-Second Karawa, a rendu public mardi le bilan officiel de la manifestation de la veille : «Un mort (un écolier de 14 ans) et 53 blessés dont 9 policiers, un commissariat de police et le bureau du quartier Panzi ont été brûlés».

De son côté, M. Sidikou fait état d'une fillette de 8 ans atteinte par une balle perdue qui lui a été fatale ajoutant que «selon des rapports crédibles reçus par la Monusco, des pertes supplémentaires sont à déplorer». «Les forces de défense et de sécurité ont l'obligation d'utiliser la force uniquement en der-

nière recours (...) conformément aux normes internationales», insiste M. Sidikou. «La violence présumée perpétrée par les manifestants ne devrait jamais être une excuse pour l'utilisation de la force létale».

Lundi matin, les habitants du quartier pauvre de Panzi de Bukavu ont barricadé les routes et brûlé des pneus près de la paroisse catholique de Chahi et de l'hôpital général pour dénoncer l'insécurité chronique. Depuis une semaine, les habitants ont déploré des cas de vols à main armée par des inconnus provoquant leur colère face à «l'inaction des autorités».

L'usage de balles réelles pour réprimer les manifestations est courant en RDC. Fin 2016, au moins 40 personnes avaient été tuées par les forces de sécurité au cours des rassemblements dans plusieurs villes du pays contre le maintien au pouvoir du président Joseph Kabila.

**AFP**



**LE COURRIER DE KINSHASA**

www.lesdepechesdebrazzaville.com

**BON PLAN!**

**RECRUTEMENT**



**Distribuez nos produits & Gagnez de l'argent**

**FILLES JEUNES ET DYNAMIQUES**

rejoignez notre équipe marketing



immeuble ex FORESCOM, 1er niveau  
Avenue des Douanes n°4  
Kinshasa, Gombe - RDC

**+243.856.43.6723**

## La deuxième édition du Marathon Day du groupe Bolloré soutient l'Unicef

**Dans le cadre de privilégier les valeurs de cohésion, de solidarité et de l'esprit d'équipe entre l'ensemble des collaborateurs du groupe Bolloré Transport et Logistics, un Marathon Day basé sur la marche et la course a eu lieu jeudi 21 septembre à Brazzaville et à Pointe-Noire.**

Evènement interne de Bolloré Transport & Logistics destiné à l'ensemble des collaborateurs partout dans le Monde, le Marathon Day véhicule les valeurs de convivialité, cohésion, solidarité, esprit d'équipe prôné par le président de ce groupe Cyrille Bolloré. Ces valeurs fondamentales sont le socle de cette manifestation.

Pour les organisateurs, il est interdit de marcher ou de courir seul pendant le Marathon Day. Il est piloté par la direction de communication du groupe Bolloré Transport & Logistics à Paris. Ainsi près de 9000 collaborateurs de ce groupe évoluant dans le monde entier ont participé à cette activité qui s'est effectué sur un trajet de 5 kilomètres.

Au Congo, 650 employés des entités Bolloré Transport & Logistics, Bluecongo et Congo Terminal se sont inscrits. Exécutants, agents de maîtrise, cadres, directeurs... tous ont porté haut les couleurs de l'entreprise.

Le Marathon Day ne constitue en aucun cas une compétition sportive (aucun classement ni temps n'est comptabilisé), ni un jour chômé. C'est un moment de partage entre collabora-

teurs d'un même groupe. Il fait également parti des actions de responsabilité sociétale d'entreprise (RSE) que



mène Bolloré Transport & Logistics dans les pays où il est présent.

Très impliqué dans le développement des populations, à chaque édition du Marathon Day, Bolloré Transport & Logistics reverse 3 par participant à une association caritative. En 2016, près de 12 000 collaborateurs issus de 94 pays, s'étaient mobilisés. Ce rassemblement massif a permis de

remettre un chèque de 36 000 euros à La Croix Rouge. Pour cette année 2017, les fonds récoltés à cette occasion seront intégralement reversés à l'Unicef.

Cyrille Bolloré explique : « L'éducation, fait partie des axes prioritaires de la politique mécénale mise en place par

de l'autre font partie des valeurs qui habitent l'ensemble des collaborateurs », a-t-il indiqué.

Laurent Palayer, DG de Congo Terminal, rappelle qu'une épreuve sportive en milieu de travail favorise l'épanouissement et la bonne santé des collaborateurs. « Le Marathon Day est une

le groupe Bolloré. Nous sommes donc heureux de pouvoir participer aux efforts de cette association qui depuis 1946 défend les droits de l'enfant et œuvre au quotidien pour améliorer leurs conditions de vie dans plus de 190 pays. Le Marathon Day est un événement important pour Bolloré Transport & Logistics. Il permet à chaque collaborateur de ce groupe de montrer que la solidarité, la cohésion et le respect

occasion de renforcer la pratique du sport, de fraterniser avec de nouvelles personnes et de découvrir des affinités jusqu'alors insoupçonnées. Activer ses muscles a des effets positifs sur la productivité, cela améliore la concentration, rend plus alerte et renforce le système immunitaire. Le sport, c'est la santé ! Chez Bolloré Transport & Logistics, nous l'avons bien compris. »



# LIBRAIRIE LES MANGUIERS

LIBRAIRIE  
LES MANGUIERS

Un Espace de Vente

Une sélection unique de la  
LITTÉRATURE CLASSIQUE

(africaine, française et italienne)

Essais, Romans, Bandes dessinées,  
Philosophie, etc.



Un Espace culturel Pour vos Manifestations :

Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces  
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.

Horaires d'ouverture:

Du lundi au vendredi (9h-17h)  
Samedi (9h-13h)



Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Gusso  
immeuble les Manguiers (Mpila),  
Brazzaville République du Congo

## AFRIQUE

## Les Cinq propositions de l'Institut Montaigne pour booster la présence française

Intitulé « Prêts pour l'Afrique demain? », un rapport de l'Institut Montaigne formule 5 propositions pour que la France stoppe l'hémorragie sur un continent où la Chine se taille la part du lion.

Affaiblie par l'arrivée massive des émergents en Afrique, la France se doit de réagir. C'est le sens du rapport « Prêts pour l'Afrique demain? » publié par l'Institut Montaigne. Le think tank libéral formule plusieurs propositions chocs pour que la France stoppe l'hémorragie sur un continent où la Chine se taille désormais la part du lion.

Ci-après les cinq mesures phares présentes dans ce rapport :

### 1. Créer un cadre réglementaire contraignant pour contrer les Chinois

La France a perdu la place qui était la sienne en Afrique. Entre le début des années 2000 et aujourd'hui, les parts de marché de la France en Afrique subsaharienne sont passées de 9,7% à 4%. Un repli concomitant à l'arrivée massive de la Chine sur le continent puisque sur la même période la part de marché de Pékin est passée de 3,7% à 17,8%. En plus de la Chine, il y a la concurrence de l'Inde et du Japon. « Nous avons du mal à définir une vision et à la mettre en œuvre », note le rapport.

La Chine est devenue le premier créancier bilatéral en Afrique subsaharienne, avec 55% des créances totales, loin devant la France avec 7% du total des créances. « En Angola par exemple, le pétrole, malgré des cours au plus bas, sert à rembourser les 20 milliards de dollars que la Chine a prêtés à Luanda », écrivent les auteurs.

### 2. Jouer la carte des startups et PME

Pour attirer un nombre croissant d'entreprises en Afrique, l'Institut Montaigne préconise notamment « d'orienter davantage l'Aide Publique au Développement française vers les startups, TPE, PME et ETI et d'augmenter les montants dédiés au capital-risque et au capital amorçage, via Proparco et le nouveau fonds entre l'AFD et la Caisse des dépôts et consignations ». Les auteurs pointent les exigences très élevées des banques, notamment s'agissant des garanties.

### 3. Créer une banque française à l'export

En 2016, la part de l'Afrique subsaharienne est restée cantonnée à 2,5% des exportations et 1,5% des importations françaises, soit respectivement 11,2 milliards d'euros et 7,6 milliards d'euros. Afin de booster cela, le rapport préconise de réfléchir à la mise en place d'une banque française de l'export. « Les modèles développés à l'étranger pourraient utilement inspirer la démarche. Celle-ci regrouperait l'ensemble des instruments ayant un objectif premier de soutien à l'export (l'AFD, qui poursuit un objectif différent, en resterait distincte).

### 4. Renforcer les partenariats publics-privés

Favoriser la création de Partenariats publics-privés (PPP) dans l'éducation, intégrant les entreprises investissant en Afrique, les écoles et universités, étrangères et africaines, et les pouvoirs publics africains. Ces PPP seraient axés « sur des compétences à la fois plus techniques et peu développées sur le continent (mathématiques, ingénieurs...) et orientés vers le niveau bac - 2 / bac +3, par le développement de BTS notamment ». Le rapport cible notamment « l'enjeu déterminant de la formation du middle management, des techniciens, de l'innovation et de la recherche & Développement en Afrique ».

### 5. Remettre l'Afrique au cœur de la politique européenne

D'abord redéfinir les objectifs de développement post-Cotonou. Cet accord signé en 2000 entre l'Union européenne et les 100 pays d'Afrique, Caraïbes et du Pacifique (pays ACP) expirera en 2020. L'objectif c'est d'instaurer des zones de libre-échange entre l'Union européenne et les pays ACP selon les règles de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC). Les négociations pour un nouvel accord devraient démarrer en août 2018 au plus tard. « Il faudra remettre au centre les questions de développement économique et de migration », indique le rapport.

Le Sommet Union européenne - Afrique en novembre 2017 à Abidjan en Côte d'Ivoire devrait définir « une stratégie claire, renouvelée et coordonnée des politiques européennes en Afrique », selon les auteurs du rapport.

Noël Ndong

## ANGOLA

## Joao Lourenço investi président

Le nouveau président angolais, Joao Lourenço, a prêté serment le 26 septembre à Luanda, après la victoire sans appel aux législatives du MPLA, au pouvoir depuis l'indépendance du pays en 1975.

« En prenant le poste de président de la République, moi, Joao Manuel Gonçalves Lourenço, jure sur mon honneur de me consacrer pleinement aux fonctions qui m'incombent désormais », a déclaré le général à la retraite, en prêtant serment sur la Constitution.

La tâche s'annonce ardue. Jose Eduardo dos Santos, âgé de 75 ans, laisse en effet à son dauphin un pays secoué par une grave crise économique, conséquence de la chute des cours du pétrole dont l'Angola est l'un des principaux producteurs africains. Face aux enjeux, Joao Lourenço, 63 ans, pur produit de l'ancien parti unique, s'est engagé à « promouvoir la stabilité, le bien-être et le progrès social de tous les Angolais ».

La cérémonie d'investiture



Le président Joao Manuel Gonçalves Lourenço (DR)

du troisième chef de l'Etat angolais s'est déroulée sur la « Place de la République » de Luanda, en présence de José Eduardo dos Santos et de plusieurs dirigeants étrangers, dont le Rwandais Paul Kagame et l'Equato-Guinéen Teodoro Obiang Nguema, doyen politique des chefs d'Etat africains.

Le MPLA a remporté haut la main les élections législatives du 23 août avec 61% des suffrages. La Constitution angolaise ne prévoit pas de scrutin présidentiel, mais précise que le poste de chef de l'Etat revient au candidat tête de liste du parti qui a remporté les législatives.

Josiane Mambou Loukoula

## BASSIN DU CONGO

## Le WWF accusé de complicité d'abus contre des pygmées

L'ONG Survival International a accusé, dans son rapport, les gardes forestiers financés par le Fonds mondial pour la nature (WWF) de violations des droits de l'Homme à l'endroit des pygmées du Cameroun, du Congo et de la Centrafrique.

Ce rapport documente de graves abus, commis de 1989 à ce jour, dans les trois pays du bassin du Congo, ci-haut cités, par ces gardes financés et équipés par le WWF et la Wildlife Conservation Society (WCS), la société mère du zoo de New York.



Un village de peuple autochtone (DR)

LONG, dénonçant un « colonialisme vert », estime que « la hiérarchie doit être inversée » dans la relation ONG-autochtones : « Les grandes organisations de conservation se doivent de demander aux peuples locaux s'ils souhaitent une aide extérieure pour protéger leurs propres territoires ».

Ce rapport cite plus de 200 cas de violations des droits de l'Homme, dans ces trois pays du bassin du Congo, à l'encontre de deux tribus

autochtones pygmées : les Baka et les Bayaka. Selon Survival, ces pygmées sont « illégalement expulsés de leurs terres ancestrales au nom de la conservation de l'environnement ». « Alors qu'ils chassent à l'intérieur et à l'extérieur de ces zones pour nourrir leurs familles, les Baka et les Bayaka sont accusés de braconnage. Avec leurs voisins, ils font face à toutes sortes de harcèlements, sont frappés, torturés et tués », souligne le texte.

En janvier, Survival avait porté plainte auprès de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) contre le WWF pour complicité d'abus contre des pygmées, au Cameroun. En 2016, l'ONG avait accusé l'entreprise forestière française Rougier de déboiser plus de 600.000 hectares de forêt dans le sud-est du Cameroun sans l'aval des Baka.

J.M.L. et AFP



**Berline**  
**390 000**  
FCFA TTC

**4x4**  
**490 000**  
FCFA TTC

# FORFAIT PEINTURE

**Offre exceptionnelle**

\*Valable pour tous types de véhicules

Jusqu'au 31 Décembre 2017



\*Hors carrosserie et pièces de rechange.

\*Tous travaux de carrosserie feront l'objet d'un devis complémentaire.



Pointe-Noire : 13 Rue Côte Matève  
Brazzaville : Bld Denis Sassou Nguesso  
www.cfaomotors-congo.com

BP 1110 - Tél.: (242) 05 313 29 97 / 05 550 17 78 / 06 665 44 65  
BP 247 - Tél.: (242) 05 313 29 98 / 05 504 93 33 / 06 665 14 39



# AVEC CFAO, LE PRIX N'EST PLUS UN OBSTACLE!

**PRIX SPECIAL**

à partir de  
**21 900 000**  
Frs CFA TTC\*



New HILUX

Offre valable

du  
**01 SEPTEMBRE**  
au  
**30 OCTOBRE**  
2017

Dans la limite des stocks disponibles



Pointe-Noire : 13 Rue Côte Matève  
Brazzaville : Bld Denis Sassou Nguesso  
www.cfaomotors-congo.com

BP 1110 - Tél.: (242) 05 313 29 97 / 05 550 17 78 / 06 665 44 65  
BP 247 - Tél.: (242) 05 313 29 98 / 05 504 93 33 / 06 665 14 39  
Email: cfaomotorscongo@cfao.com



## FINANCES

# Le gouvernement et le FMI relancent les discussions

Une délégation du Fonds monétaire international (FMI) est en mission de travail à Brazzaville pour amener le Congo à adopter un cadre macroéconomique « maîtrisé ». La phase de discussions techniques qui a débuté ce mardi 26 septembre précède l'ouverture des négociations proprement dites.

Les travaux du comité technique de négociations ont effectivement commencé ce mardi. Les visages décripés, quelques poignées de main et les petits sourires entre participants, c'est dans cette ambiance que le ministre des Finances et du Budget, Calixte Nganongo a ouvert les travaux du comité technique des négociations entre le Congo et le FMI pour la recherche d'un cadre macroéconomique « maîtrisé ».

« C'est avec plaisir que nous nous retrouvons à Brazzaville dans le cadre de cette mission technique. Elle a été souhaitée par le président Denis Sassou N'Guesso et la directrice générale du FMI, Christine Lagarde, en marge de la 72<sup>e</sup> Assemblée générale des Nations unies la semaine dernière à New York », a indiqué mardi le chef de mission du FMI, Abdul Wane Aziz.

L'objectif de cette mission



Le ministre Calixte Nganongo ouvrant les travaux (Adiac)

technique de sept jours, explique Abdul Wane Aziz, est

de renouer le dialogue avec la partie congolaise. « Nous

sommes là pour faire le point de la situation économique et financière du Congo et résoudre les incertitudes qui

subsistent sur le cadrage

macroéconomique et financier », a-t-il précisé. En effet, les négociations entre le Congo et le FMI avaient été suspendues pour des raisons électorales. « Je vous félicite monsieur le ministre des Finances pour le calme avec lequel se sont déroulées ces élections », a lâché le chef de mission du FMI.

Du côté du gouvernement, c'est l'envie d'accélérer cette phase de négociations. « Le peuple congolais attend beaucoup de l'arrivée de la mission du FMI. Ces travaux constituent les éléments de discussions. Nous souhaitons que cette phase se clôture très vite pour qu'on entre dans la phase des négociations », a estimé le ministre des Finances et du budget, Calixte Nganongo.

Notons que quelques heures avant l'entame des travaux de discussions, la délégation des experts du FMI s'est rendue à la primature où elle a été reçue par le Premier ministre, chef du gouvernement, Clément Mouamba, qui préside le comité politique des négociations.

Fiacre Kombo

## DIPLOMATIE

## L'ambassadeur d'Italie compte sur la nouvelle législature

Premier diplomate à être reçu par le président du Sénat Pierre Ngolo, l'ambassadeur d'Italie au Congo, Andréa Mazella a fait part le 26 septembre à Brazzaville de son attachement à la législature en cours, ainsi qu'aux réformes qui ont permis de moderniser les institutions du pays.

« C'est le début d'une législature qu'on a beaucoup attendue et qui fait suite aux réformes de la constitution et à tout le processus qui a modernisé les institutions du Congo » a-t-il déclaré.

Echangeant avec Pierre Ngolo, le 26 septembre à Brazzaville,



Andréa Mazella devant la presse (Adiac)

le diplomate italien a indiqué qu'il attachait une grande importance à cette législature au regard des problèmes qui sont sur l'agenda politique du gouvernement, notamment la crise financière et la situation sécuritaire du Pool.

« Les deux problèmes s'alimentent l'un à l'autre et il faut les

amorcer. Il faut trouver une solution au bénéfice de la Nation congolaise et le président du Sénat m'a confirmé ce sentiment et son engagement avec tous les sénateurs de la République pour trouver des solutions à ces situations », a signifié le diplomate italien.

Andréa Mazella a salué l'arrivée au Congo d'une mission du Fonds Monétaire International (FMI), ainsi que l'engagement des deux chambres du Parlement (Assemblée nationale et Sénat) à apporter des solutions à la crise économique et à celle du Pool.

« Je pense que c'est le moment pour la nation congolaise de se réunir autour de ces institutions du Parlement pour résoudre les problèmes et d'éviter que ces derniers puissent alourdir l'avenir » a-t-il conclu.

Jean Jacques Koubemba

## PEEDU

## Vers un ajustement de la 2<sup>e</sup> phase du projet



C'est ce qu'a filtré, le 26 septembre à Brazzaville, de l'audience entre le ministre de l'Équipement et de l'entretien routier, Emile Ouosso, et la délégation de la Banque mondiale. Pour cause : la conjoncture économique difficile.

Les deux parties ont fait la revue à mi-parcours du Projet eau, électricité et développement urbain (Peedu). Le but de cette rencontre était de cibler les priorités du gouvernement aux fins de redimensionner le projet. La première phase étant achevée, la deuxième liée au secteur de l'énergie, connaîtra sans nul

doute un ajustement, faute de moyens financiers. « Quand les ressources ne sont pas entièrement disponibles, en redimensionnant, nous devons nous fixer sur des priorités que nous pouvons atteindre avec les ressources disponibles », a indiqué le représentant de la Banque mondiale au Congo, Djibrilla Issa.

La revue à mi-parcours a permis de faire non seulement le point du volet eau-développement urbain – achevé – mais aussi d'analyser le volet énergie. « Nous pensons, en effet, que l'amélioration de la distribution de l'énergie, la réforme du secteur de l'énergie

Emile Ouosso présidant la réunion (Adiac) notamment la SNE qui sont aujourd'hui des priorités du gouvernement devrait permettre d'améliorer les performances du secteur », a déclaré Djibrilla Issa.

Pour rappel, le PEEDU est un projet du gouvernement congolais co-financé par la Banque mondiale. Le premier volet du projet lié à l'eau et au développement urbain a permis de construire 31 kilomètres de voiries urbaines à Brazzaville et Pointe-Noire ; de traiter 6000 m<sup>2</sup> de zones d'érosion ; et de réaliser 25.000 connexions au réseau d'adduction d'eau aux populations qui ont en besoin.

Josiane Mambou Loukoulou

## ECONOMIE FORESTIÈRE

## Un réseau mafieux d'exportation du bois démantelé au port de Pointe-Noire

**Le directeur général de la société ATAMA-Plantations, Reuban Ratnasingam, a été interpellé récemment par une commission d'enquête mise en place par le ministère de l'Economie forestière sur les bois exportés sans Attestations de vérification à l'export (AVE) au Port autonome de Pointe-Noire**

Dans une fiche d'information adressée au Premier-ministre, Clément Mouamba, la ministre de l'Economie forestière, Rosalie Matondo, a annoncé que l'interpellation a débouché sur des aveux d'une exportation frauduleuse du bois avec description du « modus operandi ». D'après le rapport de mission de la commission, la société ATAMA-Plantations qui a exporté près de 14.000 m<sup>3</sup> dont une partie sans AVE, n'a payé aucune redevance à l'Etat congolais, avec la complicité des administrations forestière et douanière.

« En effet, suite à sa mise en demeure par le ministère de l'Agriculture, de la pêche et de l'élevage, l'administration forestière a suspendu non seulement son autorisation de coupe et de déboisement, mais également l'exportation du bois déjà stocké au port autonome de Pointe-Noire ayant fait l'objet d'une saisie administrative », écrit Mme Matondo au Premier-ministre, précisant que la séance de travail entre la mission d'enquête et le département des douanes du Kouilou a permis de déceler les dysfonctionnements des administrations respectives.

Après avoir contourné le Service de contrôle des produits forestiers à l'exportation (SCPFE), le sieur Reuban Ratnasingam a réussi à ob-

tenir « l'embarquement du bois saisi grâce non seulement à une autorisation de coupe falsifiée, des feuilles de route irrégulières, mais également à une Autorisation d'embarquement par anticipation (AEA), délivrée par les agents des douanes, ayant permis à la Socomab de réaliser les opérations de manutention, soit nuitamment, soit les jours de week-end hors la présence des agents du SCPFE », poursuit le rapport.

#### Non-respect des textes en vigueur

Cette pratique est en violation de l'article 12 de l'arrêté n°461 du 19 février 2003 portant institution du programme de contrôle des produits forestiers à l'exportation. En effet, aux termes de la loi, « les exportations de produits forestiers de la République du Congo ne peuvent pas faire l'objet d'une déclaration en douane définitive si elles ne sont pas accompagnées d'une attestation de vérification à l'export ».

« La violation des dispositions réglementaires citées supra ont eu pour conséquences, un énorme manque à gagner pour l'Etat congolais en ce que ATAMA-Plantations n'a payé ni la taxe de 1% de la valeur FOB, ni les taxes phytosanitaires, ni la redevance due



La ministre de l'Economie forestière, Rosalie Matondo ; crédit photo DR

au commerce extérieur, ni les redevances douanières à la sortie du port », a regretté la ministre de l'Economie forestière.

Elle a, par ailleurs, sollicité une descente sur les lieux et l'organisation d'une réunion conjointe avec toutes les administrations concernées (ministères de l'Economie forestière, des Finances, des Transports et la direction générale du Port autonome de Pointe-Noire). A cela, s'ajoute la poursuite de la procédure contentieuse ouverte contre la société ATAMA-Plantations pour la contraindre à

payer les redevances dues au Trésor public.

Cette mission n'a pas également épargné le directeur département de l'économie forestière de la Sangha, le chef de brigade des eaux et forêts de Mokeko, le chef de bureau de la réglementation et de la planification des industries, le directeur de la valorisation des ressources forestières, le chef de bureau traitement des dossiers et le directeur du SCPFE dans les irrégularités constatées. Sont également indexés : les directeurs départementaux des douanes et droits

indirects de la Sangha et de la Lékoumou ainsi que le directeur général de la société congolaise de courtage, transitaire d'ATAMA-Plantations.

#### De la plantation de palmiers à l'exportation du bois

Rappelons que la société ATAMA-Plantations avait bénéficié, courant 2012, du gouvernement congolais de la mise à disposition de 180.000 hectares dans le département de la Sangha. Cela dans le cadre de son projet d'implantation d'une palmeraie en vue de booster la filière huile de palme, susceptible de générer à terme 10.000 emplois. Ainsi, pour la mise en œuvre de son projet, cette société a obtenu du ministère de l'Economie forestière, une autorisation de déboisement avec exportation échelonnée dans le temps, à raison de 5.000 ha par tranche.

« Cinq ans après la signature de la convention, il appert que ATAMA-Plantations n'a réalisé que sept-cent ha de palmiers, alors qu'il a prélevé la ressource sur une étendue de 10.000 ha et s'est permis d'exporter environ 14.000 m<sup>3</sup> de bois en grumes dont une partie a été exportée sans AVE, document de base pour fixer la taxe à l'exportation », a souligné Rosalie Matondo.

Selon une source proche du dossier, le responsable du ministère de l'Economie forestière impliqué dans cette situation, ainsi que ceux des douanes seraient déjà suspendus de leurs fonctions.

**Parfait Wilfried Douniama**

# VISITEZ LE MUSEE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES

PEINTURES

CÉRAMIQUES

MUSIQUE

L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition à la Modernité

situé 84 Boulevard Denis Sassous Nguesso  
Immeuble les manguiers - Mpila  
dans l'enceinte des Dépêche de Brazzaville

## ELIMINATOIRES COUPE DU MONDE RUSSIE 2018

## 23 Diabes rouges pour affronter l'Egypte

Sébastien Migné, le sélectionneur de l'équipe nationale, a publié la liste des 23 Diabes rouges qui vont se mesurer le 8 octobre prochain, avec les Pharaons d'Egypte dans le cadre de la 5e journée des éliminatoires de la Coupe du monde Russie 2018.

Les Diabes rouges sont attendus à Brazzaville, le 2 octobre. Ils se rendront en Egypte le 6 octobre selon le programme publié par la Fédération congolaise de football (Fécofoot). Le groupe qui a disputé la double confrontation contre les Blacks stars (1-1 ; 1-5) connaît quelques absences pour diverses raisons. Fernand Mayembo (défenseur) et Fabrice Ondama (attaquant) blessés tous les deux, n'ont plus joué avec leur club respectifs depuis leur retour de sélection. Juvhel Tsoumou et Clevid Dikamona (choix du sélectionneur) ne feront non plus le déplacement de l'Egypte.

Pour renforcer sa défense, Migné a fait appel à Romaric Etou tout en comptant notamment sur le retour de Delvin Ndinga (Milieu de terrain) et de Béranger Itoua (défenseur) suspendus lors de la quatrième journée. Un autre retour à signaler est celui de Delarge Dzon, déjà auteur



cette saison de quatre buts avec son club Bursasport. L'attaquant congolais avait disputé son dernier match avec la sélection à Kampala contre l'Ouganda lors de la deuxième journée des éliminatoires de la Coupe du monde. Sa forme du moment a convaincu Sébastien Migné de l'appeler pour la première fois depuis qu'il a pris les rênes de l'équipe nationale.

En quête de renfort, le sélectionneur des Diabes rouges tient son nouveau joueur : Dylan Saint-Louis. Il avait manqué le premier rendez-vous lors de la double confrontation contre le Ghana, parce qu'il a été retenu par son nouveau club le Paris FC. Dernier du groupe E avec un point pris en quatre matches, les enjeux pour les Diabes rouges dans ses

éliminatoires sont ailleurs. Les Congolais déjà éliminés, disputeront ce match et celui de novembre prochain contre l'Ouganda dans le but de préparer les rendez-vous importants en mars prochain contre le Zimbabwe, comptant respectivement dans le cadre de la 2e journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations 2019.

## La liste des 23 Diabes rouges

**Gardiens :** Barel Mouko (La Mancha); Christoffer Mafoumbi (Blackpool Fc/ Angleterre); Perraud Ndinga (Patronage Sainte-Anne).  
**Défenseurs :** Baudry Marvin (Zulte Waregem/Belgique); Arnold Bouka Moutou (Dijon/ France); Tobias Badila (Nancy/France); Romaric Etou (Beitar Tel Aviv /Israël); Vladis Emmerson Illoy-Ayyet (Olimpik Donetsk/ Ukraine); Beranger Itoua (Cara); Baron Kibamba (Cara); Davy Dimitri Bissiki Magnokélé (AC Léopards de Dolisie).  
**Milieux du terrain :** Durel Avounou (Caen/France); Prince Oniangue (Wolverhampton/ Angleterre); Delvin Ndinga (Sivassport/Turquie); Yves Simon Pambou (DAC-Dunajska Streda/ Slovaquie); Merveil Ndockyt (CF Getafe/Espagne); Césair Gandzé (AC Léopards de Dolisie).

**Attaquants :** Dylan Bahamboula (Dijon/France); Thievy Bifouma (Sivassport/Turquie); Dore Fe-rebory (Clermont/France); Dylan Saint-Louis (Paris FC/France); Delarge Dzon (Bursaspor/ Turquie); Rahavi Kifoueti (Doxa Katokopias /Chypre).

James Golden Eloué

## MUSÉE DE L'ESCLAVAGE

## Le Conseil de Paris accède à la requête du Cran

Le Conseil de Paris vient d'adopter le vœu demandant la création du musée de l'esclavage que le Cran réclamait en guise de réparation

« C'est une grande joie, c'est un grand jour... » se sont exprimés, le 25 septembre, les membres du Conseil représentatif des associations noires-Cran- à l'issue de la résolution adoptée par le Conseil de Paris en France.

Dès les premières lignes, cette résolution reconnaît la campagne du Cran rassemblant plus de 150 associations pour demander à la fois une fondation et un musée sur la mémoire de l'esclavage en guise de réparation de crimes commis.

Sur proposition de Nicolas Bonnet-Oulaldj, Raphaëlle Primet et les élus(es) du groupe communiste-front de gauche, le Conseil de Paris a émis le vœu que : le projet de création d'un musée de l'esclavage, de la traite et de ses abolitions soit travaillé entre l'Etat, la ville de Paris, les associations concernées et le Comité national pour la mémoire et l'histoire de l'esclavage.

En substance, Raphaëlle Primet a présenté le vœu en déclarant : « Se souvenir et réparer ses crimes est fondateur d'un

avenir meilleur. Autour du Cran, plus de 150 associations demandent la création de ce musée à Paris... Avoir ce regard et cette démarche sur notre passé, être à l'écoute des demandes des associations concernées, mettre en œuvre ce projet est un acte profond de défense de la paix, de la mémoire, de la transmission de l'Histoire, de la reconnaissance de ses erreurs et de la volonté de créer des ponts de fraternité entre les différents pays concernés. Voilà pourquoi nous vous demandons d'acter officiellement la volonté de la ville de Paris de créer ce musée à Paris par ce vote aujourd'hui ».

Le Cran tient à remercier et à féliciter le groupe communiste-front de gauche qui a proposé et fait voter ce vœu. En mars 2016, en effet, le Cran avait rassemblé plus de 150 associations pour demander réparation. Les deux premières revendications concernaient la fondation et le musée de l'esclavage. Le 10 mai 2016, François Hollande avait répondu à cette double demande et s'était enga-



Louis-Georges Tin devant le Palais de Justice de Paris en France en 2013 (DR) gé dans ce sens. Le 10 mai 2017, il avait lancé la fondation pour la mémoire de l'esclavage (le président du Cran est d'ailleurs membre de son Conseil d'orientation) mais, jusqu'ici, le musée était resté en suspens. « Ce musée s'inscrit dans le cadre de notre campagne pour les réparations. Nous avons obtenu la Fondation, et maintenant le musée. C'est une victoire historique pour le Cran. Cette réparation est due, non seulement aux descendants d'esclaves, mais à tous ceux qui croient à la liberté, et à la justice, a déclaré Louis-Georges Tin. A l'heure où le Cran débat avec la France à propos de Colbert et de sa place dans l'espace

public, cette avancée majeure nous conforte dans notre mission, qui vise à faire que notre pays soit à la hauteur des valeurs qu'il défend. Or, il n'y a pas de grandeur sans conscience de ses fautes. C'est pourquoi nous le disons, la réparation est en marche, et c'est

une bonne nouvelle pour la France », a conclu le président du Cran, afro-descendant martiniquais, revendiquant souvent sa descendance du Congo, par Pointe Noire.

La semaine dernière, dans le cadre des actions de « Mémoire de l'esclavage », à l'initiative de Louis-Georges Tin et du philosophe Louis Sala-Molín, plusieurs personnalités ont signé une tribune afin que le nom de Colbert, ministre de Louis XIV, en France, et acteur de la légalisation de l'esclavage, soit retiré de l'espace public. Louis-Georges Tin signe ainsi, une de ses dernières traces à la présidence du Cran qu'il quittera très bientôt en respect de l'échéance de ses deux mandats.

Marie Alfred Ngoma

## NÉCROLOGIE



La mutuelle ZAÏKO informe parents, amis et connaissances du décès de leur soeur et membre Doriane Mbongo Loubambou, survenu le 17 septembre 2017.

Le programme des obsèques se présente comme suit :

Jeu 28 septembre 2017 :

-9h00 : levée de corps à la morgue municipale du CHU-B;

-10h00 : recueillement au domicile à la cité des 17 à Moukondo;

-12h00 : absout sur place;

-14h00 : départ pour le cimetière privé Ekouya;

-17h00 : fin de la cérémonie.

### NOUS FAISONS LOUER VERS EX LA TÉLÉ DEUX VILLAS :

\*Une villa meublée de trois chambres avec toilette chacune, un salon, une salle à manger, une cuisine et une toilette visiteur.

\*Une villa non meublée de deux chambres avec une toilette chacune, un salon, une cuisine et une toilette visiteur.

Bon prix.

Contacts : 06 656 80 00 / 06 643 43 42

### CHANGEMENT DE NOM

Louzolo Gloria Céleste s'appellera désormais Nkikabaka Gloria Céleste. Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra faire opposition dans un délai de trois.



Alexandre Mpemba, agent des Dépêches de Brazzaville, Sadi Daniel, Pierrette Ngoma, Adolphine Ngoma et Oumbadia Nzita ont la profonde douleur de' informer parents, amis et connaissances du décès survenu le 20 septembre 2017 à Brazzaville au CHU-B, de leur frère et fils Norbet Batina (Wallace). La veillée mortuaire se tient au N°67 de la rue Louya à Kingouari-Makélékélé.

### NÉCROLOGIE

Programme relatif aux obsèques de Philippe SONIBAHA " ALASSA " A Mbé ELEMBA, agent municipal de Brazzaville, chanteur et danseur émérite de la danse EKONGO

**DATE : Jeudi 28 Septembre 2017**

9h : Levée de corps à la morgue municipale de Brazzaville

10 : Passage à la perception municipale

11h : Recueillement au domicile familial sis

65 Avenue de la Révolution quartier Lycée

Thomas SANKARA non loin de l'agence BCI

14h30 : Départ pour le cimetière privé Bouka V.I.P

16h : Retour au domicile familial.

17h00 : fin de cérémonie



Antoine Massamba, agent des Dépêches de Brazzaville, Jacques Miakoutama, Casimir Louzolo, Julienne Fouissa Nsoni et Madame Adèle informent parents, amis et connaissances du décès survenu le vendredi 15 septembre de leur épouse et belle-soeur Irène Solange Nsalala. La veillée mortuaire est à Sadelmie-Moukondo.

La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.

# NOUS AVONS PENSE A VOUS !

Formations professionnelles de qualité à votre portée

**100%  
pratique**



Début des formations : 16 oct. 2017  
Inscription à partir 02 oct.2017: 10 000F

**Maintenance - Réseau informatique & Internet  
Linux & Windows Server - Sécurité informatique  
Programmation - Gestion projet - Bureautique**

Choisissez vos jours

■ **lundi à vendredi**

■ **samedi à dimanche**

Choisissez votre formation

■ **en groupe**

■ **ou personnalisé**

Prix abordable

**35 000 à 75 000 F/mois**



**06 621 45 25 / 05 345 78 62**

E-mail : [kdcomputer2011@gmail.com](mailto:kdcomputer2011@gmail.com)

849, rue Voula Plateau des 15 ans (vers la pharmacie Jagger) Brazzaville - Congo /

## CONSEIL DÉPARTEMENTAL ET MUNICIPAL

## Première session ordinaire lancée

**L'assemblée locale de la ville océane a entamé les travaux de sa première session ordinaire dite administrative, le 25 septembre, après leur lancement par son président Jean François Kando. Les assises qui prendront fin le 4 octobre portent principalement sur le budget supplémentaire exercice 2017, le programme d'urgence période d'octobre à décembre et de la mise en place de la commission d'études et d'instructions.**

Au nombre des 11 points inscrits à l'ordre du jour de cette session présentés par Stanislas Martial Onzébé, premier secrétaire du conseil, figure également le point sur le projet de délibération rendant piéton de 5 heures à 18 heures, le jour de dimanche, le boulevard Jacques Bouiti bordant la côte sauvage et celui sur la rentrée scolaire 2017-2018 dans le département de Pointe-Noire. Dans son mot, Jean François Kando a indiqué que les points portant sur l'examen et l'adop-

tion du projet de budget supplémentaire, exercice 2017 et de la délibération s'y rapportant, et sur l'examen et l'adoption du projet de programme d'urgence, période d'octobre à décembre, et de la délibération s'y rapportant, ainsi que la mise en place de la commission d'études et d'instructions constituent la clé de voute des assises.

Cette première session intervient un mois après la session inaugurale consacrée à son investiture. Comme l'a indiqué son président dans son programme de développement local 2017-2022, sa mandature a été placée sous le sceau de la continuité, l'amélioration et la modernisation. De ce fait, il a appelé l'assemblée à mettre en musique les espérances des concitoyens autour d'un esprit fondé sur la citoyenneté en privilégiant la concertation, l'effort, le travail bien fait, la gestion participative et l'engagement des filles et fils de la commune. «*J'insiste sur le*

*fait que nous devons travailler ensemble pour l'intérêt bien compris de tous. L'esprit constructif doit toujours guider nos pas tout au long de cette marche qui nous conduira vers les rives de l'émergence de notre ville*», a-t-il dit.

En vue de faire un état des lieux et se rendre compte de l'ampleur de la tâche à accomplir, le conseil a visité certains chantiers municipaux, notamment le chantier de construction du marché de Lumumba ou marché central, le rond-point de la place de la République (ex-rond-point Lumumba), les travaux de réhabilitation du bâtiment historique abritant l'ancien Cercle africain qui est en train d'être transformé en musée et espace polyvalent, les travaux de construction du centre multimédia de Pointe-Noire situé à Tchimbamba (arrondissement 1 Emery Patrice Lumumba), l'Avenue Cardinal Emile-Biyenda à Mpaka dans l'arrondissement 6 Ngoyo, ainsi

que la base de la société d'assainissement Averda située au quartier Makayabou (arrondissement 5 Mongo Mpoukou).

Au sortir de la visite, Jean François Kando s'est dit satisfait du niveau des travaux. «*Nous avons organisé cette visite pour regarder ce qui a été fait et ce qui n'a pas été achevé. Nous avons placé notre mandat autour du triptyque continuité, amélioration, modernisation. Nous sommes là dans l'esprit de la continuité. Nous avons constaté que beaucoup de choses ont été faites même si elles ne sont pas encore achevées. Quatre mois après le lancement des travaux, le marché de Lumumba est déjà sorti de terre. Dans 2 ans, nous aurons un marché bien construit. Au niveau du rond-point place de la République, c'est une belle œuvre qui se met en place et qui va apporter un plus à la beauté de la ville dans un mois et demi*», a-t-il expliqué.

Selon le président du conseil, les travaux du musée avancent normalement. Au niveau du chantier de construction

du centre multimédia, ils vont bon train mais une partie du site devant l'abriter a illégalement été occupée par un citoyen qui tarde à libérer les lieux. «*Nous sommes en train de tout faire pour qu'il quitte les lieux et que le projet voit le jour. Dans trois mois, nous aurons un beau bijou qui va faire la joie des enfants*», a-t-il assuré. Pour ce qui est de la visite à la base Averda, le président du conseil a indiqué qu'il s'est agi de les encourager à mieux faire et à voir le planning d'extension de leur travail dans la ville de Pointe-Noire. Quant à l'avenue Cardinal Emile-Biyenda dont les travaux ont déjà été réalisés à au moins 98%, il a été question de voir ce qui reste à faire pour arriver jusqu'à la piste des Caravanes. «*À ce niveau, les dalots ont déjà été construits et nous attendons meilleure fortune pour ouvrir la route et décongestionner l'avenue de Ngoyo*», a précisé Jean François Kando.

**Lucie Prisca  
Condhet N'Zinga**

## INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo  
un acteur économique majeur à vos côtés



\* CONNECTEZ-VOUS

[www.lesdepechesdebrazzaville.fr](http://www.lesdepechesdebrazzaville.fr)  
[www.adiac-congo.com](http://www.adiac-congo.com)

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ  
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso  
Brazzaville - République du Congo  
[regie@lesdepechesdebrazzaville.fr](mailto:regie@lesdepechesdebrazzaville.fr)



## VIE ASSOCIATIVE

## Les travaux du conseil départemental de l'APEEC ont vécu

Le conseil départemental de l'Association des parents d'élèves et étudiants du Congo (APEEC) du département Pointe-Noire s'est réuni en présence d'Apollinaire Batchi Tchicaya et de Nkouka Timothée respectivement président du Bureau coordonnateur départemental et deuxième président de cette structure, d'autres membres, des représentants de la société civile et des invités.

Au cours des travaux, les participants ont échangé sur divers points, notamment sur la gestion comptable et financière des établissements scolaires publics. Ils se sont aussi appesantis sur la gabegie financière observée chez quelques responsables de certaines écoles publiques qui se traduit par le gonflement des charges imaginaires entraînant ainsi une difficulté dans la gestion. En effet, sur l'harmonisation des taux scolaires, le conseil a retenu et proposé les montants suivants : 3750 francs CFA pour

le cycle primaire et 5250 franc CFA pour le cycle secondaire premier et deuxième degré. S'exprimant à l'occasion de ces retrouvailles, Apollinaire Batchi Tchicaya a rappelé que ce conseil se tient une année après l'assemblée générale extraordinaire de son association. Il permet ainsi d'évaluer toutes les activités programmées. Ainsi, la responsabilité des parents d'élèves de jouer le premier rôle d'éducateurs tout en ayant à cœur leurs droits et devoirs est engagée. « Jouant son rôle d'éveil, le bureau coordonnateur départemental de l'APEEC



de Pointe-Noire rappelle aux parents d'élèves de se conformer au calendrier de la rentrée qui invite à prendre des dispositions nécessaires à toutes les activités ayant trait à la rentrée

scolaire 2017-2018, notamment l'opération salubrité dans les établissements scolaires publics, la prise de connaissance des listes de classes par des parents et des élèves », a-t-il indiqué.

Tribune officielle de la cérémonie/Adiac Rappelons que ce conseil est convoqué conformément à la décision n°001/2017/APEEC du 2 septembre 2017 et aux dispositions statutaires de cette association.

Séverin Ibara

## FOOTBALL

## La Mancha qualifiée à la Coupe africaine des clubs

Au terme du championnat national de football Ligue 1 qui s'est achevé, le 24 septembre, au Complexe sportif de Pointe-Noire, le président du Cercle sportif La Mancha, Éric Mouandhalt, a dévoilé les ambitions de son équipe en Coupe de la confédération africaine.



Éric Mouandhalt «Adiac» clubs congolais devraient s'y mettre et se préparer à temps pour bien jouer la compétition africaine », a-t-il poursuivi.

## Les prestations de La Mancha en Coupe de la CAF

La Mancha a participé à sa première coupe de la CAF en 2001 sous le nom de Manchester FC. En match aller, elle avait battu Aviação d'Angola, 1-0 avant d'aller s'incliner en Angola, 1-4. En 2002, la Mancha, déjà avec sa nouvelle appellation (CS Mancha) est battue en aller-retour par Satellite de la Côte d'Ivoire sur le même score de 1-0. En 2003, La Mancha était éliminée par Jeunesse club d'Abidjan, 0-1, à l'aller et 1 but partout au retour. Le président de La Mancha a, par ailleurs, promis renforcer les compartiments qui n'ont pas marché par des nouveaux cadres. Pour se faire, Éric Mouandhalt a appelé le public sportif ponténégrin à s'unir au tour de La Mancha pour lui donner cette chaleur qui lui permettra de faire mieux que lors des dernières participations. « La Mancha est l'équipe de tout le monde. Elle va représenter le département de Pointe-Noire. Je demande à tout le monde de venir la soutenir parce qu'aujourd'hui notre département est représenté. Avant, on se déplaçait sur Dolisie ou Brazzaville pour assister aux matches de la CAF », a-t-il dit.

Charlem Léa Legnoki

## FOOTBALL

## Flodyn Baloki prêt à servir les Diables rouges

À 26 ans, Flodyn Baloki, footballeur professionnel congolais à G Halberstadt en Allemagne veut apporter son expérience à l'équipe nationale engagée dans les différentes compétitions internationales dont la CAN 2019 au Cameroun et la Coupe du monde Russie 2018.

Après une expérience accumulée dans plusieurs clubs allemands, le jeune Congolais, fils du feu international congolais Florent Baloki, est maintenant prêt à intégrer les Diables rouges comme les autres joueurs de la diaspora qui ont su saisir leurs chances avant lui. « Si l'on m'accorde une chance, je vais tout donner, je me battraï pour honorer

cette confiance. L'envie, le talent et les capacités physiques, je les ai pour faire bonne figure en équipe nationale », a-t-il dit. Le jeune footballeur congolais, qui évolue en Allemagne, piaffe d'impatience de porter les couleurs des Diables rouges et d'honorer sa première sélection pour perpétuer la flamme allumée par son père dont la remarquable prestation lors de la CAN 1992 au Sénégal est encore dans toutes les mémoires.

C'est à 18 ans que Flodyn Baloki fait ses débuts à VfL Oldenburg. Un an plus tard, il intègre Wilhelmshaven. Tour à tour, il prête ses services au VfB Oldenburg, Strand 8, SV Eichede, BV Cloppenburg. Cette saison, le milieu offensif du haut de ses

1,85m a enfilé le maillot de G Halberstadt en 4e division allemande. « Il a beaucoup progressé, puis s'est imposé une discipline de fer. Je pense qu'il a sa place en équipe nationale », a déclaré Roland Bouithys, ancien international Diable rouge. Son ex-coéquipier Rock Malonga qui suit aussi la carrière du jeune footballeur reconnaît les performances du milieu offensif congolais. « Il est polyvalent. Il manie le ballon aussi bien du pied gauche que du pied droit comme le faisait son père. Il mérite d'évoluer en équipe nationale », a-t-il affirmé.

Flodyn Baloki est arrivé à l'âge de 4 ans en Allemagne où son père Florent Baloki posa ses valises pour poursuivre sa carrière de footballeur professionnel. L'ex-capitaine des Diables noirs et des Diables rouges fut à plusieurs reprises champion du Congo avec les noirs et jaunes avant d'aller monnayer son talent en Côte d'Ivoire dans l'équipe de l'Aséc Mimosas d'Abidjan avec lequel il a gagné plusieurs titres dont la Ligue des champions africaine en 1998.

Le football étant aussi une question d'héritage, c'est certainement son défunt père qui lui a transmis le talent du ballon rond. « J'étais content de voir mon père jouer, et je voulais exercer le même métier que lui. Aujourd'hui, je ne vis que du foot, je ne pense que foot », a-t-il confié. Flodyn Baloki qui a passé presque toute sa vie au pays du kaiser Franz Beckenbauer suit avec attention l'évolution des Diables rouges et n'oublie pas ses racines. « Papa et maman nous ont toujours dit que nous devons savoir d'où nous venons », aime répéter le footballeur. À l'heure où le Congo a plus que jamais besoin de ses talents éparpillés de par le monde, l'envie de Flodyn Baloki de jouer pour son pays prend l'allure d'un vibrant appel qui ne tombera certainement pas dans des oreilles des sourds.

Hervé Brice Mampouya



Flodyn Baloki contrôlant le ballon

## EXPOSITION

## Kem'Oboura présente les objets d'art du musée « La vie au village » au public

L'exposition-vente des objets d'art du musée « La vie au village » de l'artiste notable Kem'Oboura a eu lieu, la soirée du 24 septembre à Ngamakosso, dans le sixième arrondissement de Brazzaville, devant un public venu nombreux.

L'activité organisée par le grand maître Kem'Oboura, président de l'orchestre tradi-moderne Universal Sanza d'ANO dit Antoine Ndinga Oba a été une occasion pour le public de découvrir les objets d'art et la richesse culturelle du Congo.

Plusieurs objets traditionnels ont été exposés, à savoir : couteaux, cannes traditionnelles pour les notables et chefs coutumiers, le balaie traditionnel pour trancher les problèmes qui se passent dans les foyers, le bâton de commandement, porte-monnaie ou corvée « Otwere », le noyau de colas, les lianes de chasse, les nasses, le panier pour mettre le manioc, la hache du notable, la queue du buffle, les petites cases traditionnelles, les chapeaux, la pirogue pour poursuivre les animaux aquatiques,



la carte de la République du Congo avec un couteau, les instruments de musique, les tortues à base desquelles l'artiste a fabriqué les Sanzas, le calendrier Mbochi de 28 jours, la panthère, l'éléphant, le boa ou python...

Notons que le plus vieil article du musée La vie au village, c'est la Sanza qui a 40 ans d'âges.

Au cours de cette exposition, le notable Kem'Oboura a expliqué à la presse que l'organisation de cette activité s'inscrit

Les objets d'art de l'artiste Keim-Oboura (Adiac)

dans le cadre de la promotion de ses œuvres. Il voudrait aussi associer d'autres personnes pour l'accompagner dans ce noble projet : « Musée la vie au village ». « Je suis né au village, j'ai vécu également là-bas, d'où cette dénomina-

tion du musée », a fait savoir Kem'Oboura.

« J'ai fabriqué beaucoup de pièces mais, je me sens isolé. N'ayant pas de moyens pour aller exposer en ville, j'ai pensé organiser cette cérémonie chez moi en invitant les médias. Je demande aux partenaires de m'appuyer financièrement », a-t-il indiqué. Cet appel a été également lancé aux ministères des PME et à celui du Tourisme.

A propos de sa motivation de reproduire les pièces ancestrales et culturelles qui tendent à disparaître, l'artiste notable Keim-Oboura dit que cela date de son enfance. À chaque fois qu'il se promenait, il avait toujours l'idée de pouvoir confectionner ces pièces. Il entend conserver ces objets d'art afin que les générations présentes et futures puissent découvrir la culture congolaise. Sa mère fut une vannière, ses grands-parents des forgerons, son père un notable, et lui-même vient d'être intronisé à la notabilité depuis l'année passée.

Bruno Okokana

## AFRIQUE CENTRALE

## L'industrialisation : ventre mou de l'économie sous-régionale

A cause de sa faible contribution au Produit intérieur brut (PIB) dans la dizaine de pays qui composent la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), l'industrialisation représente à la fois un cercle vicieux et le ventre mou de l'économie de cette zone où les matières premières sont essentiellement exportées à l'étape brute, selon des experts qui débattent de cette thématique du 26 au 29 septembre à Douala au Cameroun.

La moyenne de la participation de l'industrialisation manufacturière dans l'économie de la CEEAC est estimée à 5% contre 34% dans un pays asiatique comme la Thaïlande, ont affirmé ces experts venus des secteurs public et privé puis de la société civile.

Ils sont réunis dans la capitale économique camerounaise à l'occasion de la trente-troisième session du Comité intergouvernemental qui est une initiative de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA). Leurs échanges tournent autour du thème : « Made in Africa : du cercle vicieux au cercle vertueux ».

« Le développement de ce thème aura le mérite de faire échos à la prescription des Chefs d'Etat et de gouvernement de la CEEAC qui, lors de leur sommet organisé en décembre 2016 à Yaoundé avaient recommandé l'intensification des mesures et des actions en faveur de la diversification des économies », a

estimé Giovanie Biha, secrétaire exécutive adjointe de la CEA. Quatre jours durant les experts vont diagnostiquer les problèmes qui freinent l'industrialisation des pays de la CEEAC qui disposent pourtant d'importantes réserves en pétrole, d'un sous-sol riche en minerais (fer, diamant, zinc, plomb, manganèse, uranium...) et d'un potentiel agricole inestimable.

La CEEAC qui représente un marché d'au moins 130 millions de consommateurs est appelée à faire de la crise économique actuelle – marquée par une chute drastique des cours des matières premières – une opportunité en vue de mener une action appropriée destinée à améliorer la résilience de ses économies.

« En dépit de son riche potentiel et de son important capital humain, l'Afrique centrale n'a pas pu s'industrialiser », a relevé Isaac Tamba directeur général de l'économie au ministère camerounais de l'économie.

Sur le continent qui compte 54

Etats, seule l'Afrique du sud est considérée comme pays industrialisé.

La CEA conseille à la CEEAC de s'industrialiser afin de favoriser une croissance riche ; de créer des emplois décents ; d'améliorer la qualité de vie des populations et de mieux insérer les économies de la sous-région dans les chaînes de valeur internationale par la constitution d'un tissu industriel diversifié.

« En faisant des investissements nécessaires l'Afrique centrale pourra développer des chaînes de valeur importantes dans les secteurs de l'or, de l'acier, du beauvite, de l'aluminium (...) », a fait savoir M. Biha.

« L'agriculture constitue également un levier important dans la transformation structurelle des économies d'Afrique centrale qui dispose d'un potentiel important en terres cultivables », a-t-elle ajouté.

« L'Afrique centrale doit s'inspirer sans tarder des expériences menées ailleurs comme en Asie du Sud-est dont la croissance économique s'appuie sur une industrie agro-alimentaire forte », a insisté Giovanie Biha.

La Rédaction

## VIE DES PARTIS

## L'OFC promet son soutien au nouveau président du Sénat

Les membres de l'Organisation des femmes du Congo (OFC) ont réitéré, le 26 septembre à Brazzaville, leur soutien au nouveau président de la chambre haute du parlement congolais, Pierre Ngolo, élu le 12 septembre dernier.

La délégation des femmes du Parti congolais du travail (PCT) a été conduite par sa secrétaire exécutive, Jeanne Dambendzet qui a signifié, dans une interview à la presse, qu'elles ont simplement respecté la tradition exigeant de présenter des félicitations et le soutien à un supérieur élevé à un poste de responsabilité.

Répondant à une question d'un journaliste qui demandait si l'OFC marquait par cette activité la sortie de son hibernation, Jeanne Dambendzet a rétorqué, sans coup férir, que son organisation abat un grand travail à l'abri des caméras et des micros.

Invitée par un autre journaliste à donner le point de vue de son organisation sur le quota des femmes dans les institutions issues des der-

nières élections, la secrétaire exécutive de l'OFC a précisé que l'augmentation du nombre des femmes dans les organes de prise de décision est un combat de longue haleine. « Nous savons que des efforts significatifs sont en train d'être faits aussi bien par les pouvoirs publics que par les femmes elles-mêmes pour la parité. Cependant, nous ne sommes pas encore satisfaites. Par contre, nous sommes confiantes que ce processus va donner des bons résultats à l'avenir. Il suffit que les femmes ne baissent pas les bras », a-t-elle déclaré. De son côté, le président du Sénat a été touché par cette marque de confiance et de soutien que les femmes du PCT ont exprimé à son égard. Il leur a demandé de garder haut la flamme de l'OFC qui, selon lui, compte beaucoup autant que les autres forces pour le triomphe des combats politiques qui attendent le parti.

Roger Ngombé